

# Agriculture mondiale

## Revoir les priorités

● ● ● **Bastienne Joerchel**, Lausanne

*Responsable du dossier « commerce » auprès de la Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/Eper*

2005 est une année charnière. Non seulement l'OMC fête ses dix ans d'existence, mais en plus la Conférence ministérielle prévue en décembre à Hong Kong marquera une étape décisive du cycle des négociations multilatérales débuté en 2001, à Doha, au Qatar.

Ces dix ans d'expérience ont montré que les recettes libérales appliquées par l'OMC n'ont pas donné les résultats escomptés et ont même aggravé la pauvreté dans certaines régions du monde. Paradoxalement, ce sont les familles paysannes qui souffrent le plus, dans les pays du Sud, de la pauvreté et de la malnutrition. Une véritable aberration !

Pendant de nombreuses années, la principale revendication des œuvres d'entraide portait sur l'accès au marché des pays industrialisés pour les produits en provenance du Sud. Elles ont ainsi longtemps épousé la position des gouvernements des pays en développement, qui, pour la plupart, réclament aujourd'hui encore l'ouverture des marchés des pays occidentaux pour leurs produits. Une position en accord avec l'idéologie dominante dans les grandes institutions écono-

miques internationales (OMC, Banque mondiale, Fonds monétaire international) qui prône les bienfaits du libre-échange et de la libéralisation permanente comme moteur du développement et de la croissance économique.

Il y a près de deux ans, la Communauté de travail a publié une nouvelle position nettement plus nuancée.<sup>1</sup> Celle-ci se base sur les performances économiques des pays en développement lors des vingt dernières années, qui montrent que les libéralisations agricoles n'ont de loin pas eu les effets positifs attendus, malgré l'augmentation des échanges. Pire, la situation de ces pays s'est même dégradée, avec de gros problèmes de sécurité alimentaire à la clé. Toutes les grandes institutions économiques internationales le reconnaissent aujourd'hui, y compris l'OMC : les petits paysans sont les premières victimes des libéralisations commerciales.

L'un des objectifs prioritaires de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC conclu en 1995 était d'améliorer l'accès aux marchés agricoles entre les pays du monde entier. Le but n'a pas été atteint ou de manière très inéquitable. Dans les pays industrialisés, la période post Uruguay Round (1994) est plutôt marquée par une augmentation générale des barrières aux importations et des soutiens à la production qui ont des effets de distorsions sur les prix internationaux. En effet, de nombreu-

économie

*Dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'agriculture reste le sujet majeur du conflit entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Pour la Communauté de travail, le débat sur l'agriculture doit impérativement prendre un nouveau virage.*

1 • **Communauté de travail**, *L'agriculture a le droit d'être protégée*, Dossier n° 1, février 2003 ([www.swisscoalition.ch](http://www.swisscoalition.ch)).

ses études le confirment : les obstacles aux frontières et les soutiens directs et indirects aux paysans ont augmenté dans l'Union européenne et aux Etats-Unis ces dernières années.

Au printemps 2002, quelques mois à peine après le lancement du nouveau cycle de négociations, les Etats-Unis ont, par exemple, augmenté de 70 % les subventions publiques à leurs agriculteurs : 19 milliards de dollars d'aide supplémentaire à la production, qui viennent s'ajouter aux 350 milliards de dollars que les pays riches dépensent chaque année pour soutenir leur agriculture.

### Libéralisation à sens unique

Si l'accès aux marchés des pays industrialisés ne s'est pas amélioré depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'agriculture, les pays en développement ont, quant à eux, largement ouvert leurs frontières aux importations étrangères. L'OMC n'a fait que confirmer une politique de libéralisation et de dérégulation imposée depuis de nombreuses années déjà aux pays en développement par les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI. Globalement, les pays en développement appliquent aujourd'hui dans l'agriculture des tarifs beaucoup moins élevés que les pays industrialisés. Les pays africains sont, par exemple, beaucoup plus ouverts que l'Union européenne.

Contrairement aux promesses, ces libéralisations ont eu des conséquences dramatiques. Plutôt que de promouvoir l'agriculture locale, on a assisté à une hausse souvent drastique des importations, aggravée par le bradage sur le marché international de produits très bon marché - pour la plupart subventionnés - en provenance des pays industrialisés. Dans

de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, des producteurs locaux ont ainsi été ruinés en quelques mois par une invasion massive de produits américains ou européens vendus à des prix inférieurs aux coûts de production. Les secteurs les plus touchés sont les céréales (riz, mil, sorgho et maïs), le lait et la viande.

En avril dernier, un rapport d'Oxfam International,<sup>2</sup> une importante ONG britannique, dénonçait les Etats-Unis qui dépensent chaque année 1,3 milliard de dollars en subventions au profit de leurs producteurs de riz. Ce soutien massif permet l'écoulement sur le marché international de 4,7 millions de tonnes de riz étasunien, à des prix en dessous des coûts de production. Résultat : au Honduras, par exemple, le riz américain se vend aujourd'hui moins cher que la production locale ; idem en Haïti, qui, après avoir réduit ses tarifs douaniers en 1995 de 35 %, a subi une augmentation des importations de plus de 150 % entre 1994 et 2003. Les régions rizicoles haïtiennes ont aujourd'hui une des concentrations les plus élevées de malnutrition et de pauvreté dans le monde...

Face à ce désastre généralisé, la contrepartie promise - c'est-à-dire l'augmentation des revenus d'exportation des matières premières et des produits de base (coton, café, thé) - ne s'est pas réalisée non plus. Malgré une amélioration de la productivité et des exportations dans de nombreux pays en développement, les prix de ces produits n'ont cessé de chuter ces dernières années sur les marchés internationaux. La déte-

2 • **Oxfam International**, *Enfoncer la porte. En quoi les prochaines négociations de l'OMC menacent les agriculteurs des pays pauvres*, Document d'information n° 72, avril 2005 ([www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)).

rioration des termes de l'échange a renforcé la tendance à la disparition de millions de petits paysans et mené à l'augmentation des problèmes de sécurité alimentaire.

Il est important de souligner que l'échec de la stratégie libérale est global et touche tous les paysans, ceux du Sud comme ceux du Nord. En effet, les milliards dépensés sous nos latitudes pour soutenir l'agriculture n'améliorent pas la situation des paysans « riches ». En Suisse, l'Union suisse des paysans ne cesse de tirer la sonnette d'alarme : les statistiques montrent que le salaire moyen par agriculteur n'a cessé de diminuer depuis les années 90 et que, chaque année, plus de 2 000 exploitations paysannes disparaissent.

Chaque pays, voire région, bénéficie de conditions-cadres spécifiques influençant fortement le mode et les coûts de production. La survie d'une agriculture locale s'avère donc pratiquement impossible dans un système commercial mondial libéralisé, qui impose un prix international unique, et ceci que l'on se situe dans un pays pauvre ou riche.

Dans les pays en développement en particulier, l'agriculture n'est pas juste un secteur économique parmi d'autres. Il est celui qui détermine le plus la vie de la population, son revenu, son niveau d'emploi, sa capacité à subvenir à ses besoins alimentaires. La plus petite modification des prix agricoles ou des possibilités d'emplois peut avoir des effets socio-économiques très graves sur une population vivant majoritairement en dessous du seuil de pauvreté. L'agriculture remplit par conséquent une fonction essentielle dans la sécurité alimentaire et est un facteur déterminant dans la lutte contre la pauvreté.

## Pour un changement de cap

Face à cette situation, les œuvres d'entraide plaident pour un changement de cap radical qui doit s'appuyer concrètement sur trois axes.

### <sup>1</sup> *Le développement rural au Sud*

La priorité doit être de redonner au développement rural et à la production domestique la place qu'ils méritent dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Préserver et développer le marché intérieur est indéniablement un facteur beaucoup plus important de développement économique et social que le commerce. La FAO le dit depuis de nombreuses années : développer la production domestique (celle qui répond à la demande intérieure de consommation en terme d'alimentation), c'est s'attaquer à l'élimination de la pauvreté dans les campagnes, c'est dynamiser tout un secteur économique lié à l'agriculture (commerce, marchés locaux, infrastructures, technologies, industries de transformation, etc.), c'est lutter contre le chômage puisque l'agriculture vivrière est beaucoup plus intensive en main-d'œuvre que l'agriculture d'exportation, c'est lutter contre l'exode rural, c'est mieux respecter l'environnement.

Remettre le développement rural au centre des préoccupations, c'est redonner la capacité aux pays en développement de mener des politiques agricoles autonomes. Aujourd'hui, les gouvernements doivent décider en fonction des impératifs commerciaux et non en fonction des intérêts de leurs populations. Il faut donc une remise en question fondamentale des priorités, basée sur le principe de souveraineté alimentaire.

## économie

<sup>1</sup> *La protection durable des marchés*

Les œuvres d'entraide, aux côtés des organisations de paysans telles que Via Campesina, la Coordination paysanne européenne et, en Suisse, Uniterre, plaident pour un retour au droit de protéger les marchés agricoles et les paysans. Les pays en développement n'ont pas les moyens financiers de mettre en place des politiques d'aides directes coûteuses au profit de leurs petits paysans. Le seul instrument à leur portée pour assurer la sécurité alimentaire et garantir le maintien d'une production domestique dynamique est le recours à une protection durable à la frontière par les tarifs. Les droits de douane sont non seulement beaucoup plus équitables et transparents que le système de soutien actuel, mais en plus ils sont rémunérateurs pour les pays en développement. Ces derniers l'ont d'ailleurs compris puisque certains d'entre eux commencent à reprendre cette revendication du « retour du droit à protéger les marchés agricoles » à leur compte. Le tabou est en phase d'être brisé.

<sup>1</sup> *La maîtrise de la production au Nord*

La solution pour les pays en développement ne se trouve pas seulement chez eux. Leur sécurité alimentaire dépend aussi de la maîtrise de la production dans les pays industrialisés, pour éviter le bradage des surplus sur les marchés mondiaux. C'est un vaste débat auquel l'OMC n'apporte aucune solution, un problème complexe et récurrent. Pour les œuvres d'entraide, le plus important serait une rapide et radicale élimination des subventions aux exportations - clé de toutes les distorsions - et le retour à des prix agricoles rémunérateurs pour les paysans au Sud et au Nord.

Les œuvres d'entraide ne s'opposent pas à l'ouverture des frontières et au commerce en tant que tels. Elles s'opposent au fait que le commerce est vu comme l'une des solutions principales pour assurer le développement économique et social. Ce qu'elles critiquent aussi, c'est la vitesse à laquelle on impose le commerce aux pays en développement et les priorités qui ont été fixées en matière de promotion des exportations. Les économies d'exportation non seulement utilisent de manière abusive les ressources naturelles et humaines, mais surtout, loin de les résoudre, ont souvent aggravé les problèmes de pauvreté et de faim dans le monde.

Le but ne doit pas être l'augmentation des exportations à tout prix, mais plutôt l'émergence d'un marché mondial équitable et rémunérateur au Nord comme au Sud. Le but ne doit pas être de libéraliser les échanges, mais d'apporter une solution à la pauvreté et de contribuer au développement humain.

B. J.